

OÙ EN SOMMES- NOUS ?

et autres textes



Miguel Amorós

Titres originaux

¿Donde Estamos? Algunas consideraciones sobre el tema de la técnica y las maneras de combatir su dominio,

Taller de Investigaciones Subversivas UHP [iUníós Hermanxs Psiquiatrizadxs en guerre contra la mercancía!], 2003.

Las Armas de la critica,

Muturreko burutazioak, printemps 2004.

Golpes y contragolpes, la acción subversiva en la más hostil de las condiciones,

Peptas de calabaza ed. & Oxígeno dis. , 2005.

Historia de diez años. Esbozo para un cuadro histórico de los progresos de la alienación social [1968-1981],

Editorial Klinamen, juin 2005.



Mai 2008

Postbus 30
9000 Gent 1
Belgique

typemachine@no-log.org

EN GUISE D'INTRODUCTION

LES ARTICLES ET COMPTES RENDUS DE CAUSERIES qui composent ce Recueil ont été écrits par Miguel Amorós comme autant d'apports aux débats en cours en Espagne.

Nous avons décidé de les traduire pour l'éclairage qu'ils portent sur l'histoire contemporaine espagnole, pour la réflexion menée autour de la technologie et des rapports sociaux et le lien fait entre les luttes contre les nuisances et l'histoire de la lutte des classes. Nous avons aussi apprécié la critique portée sur les différentes formes que peut prendre l'aliénation moderne y compris la fausse contestation (réformisme, luttes parcellaires, pièges des conflits régulateurs du capitalisme, etc.).

En revanche, nous avons fait le choix d'écarter d'autres textes parce qu'ils contenaient un certain nombre de points avec lesquels nous étions en désaccord. Les discussions qu'a suscitées l'élaboration de cette brochure nous ont incité à rédiger la présente introduction pour y poser quelques pistes de réflexions.

Il nous semble tout d'abord nécessaire de lever quelques ambiguïtés quand à la nature et la fonction de l'Etat. Chez Amorós, comme chez bien d'autres, il n'est en effet guère traité pour ce qu'il est fondamentalement. Loin de se résumer à ce qu'il convient d'appeler l'appareil d'Etat, l'Etat moderne englobe l'ensemble des rapports sociaux, réduisant tout individu à son rôle de membre d'une communauté organique qui le transcende. L'Etat se pose à la fois comme l'incarnation et le garant de l'intérêt général, voire universel, face à une supposée somme d'intérêts particuliers qui "par nature" seraient antagoniques. Dès lors, adoptant une fausse position d'arbitre, non seulement il sert les intérêts de la classe dominante, protège et justifie les rapports sociaux existants, mais il pénètre aussi toutes les consciences. Les "citoyens" se voient

sommés ou contraints de “se rendre utiles” et de se dépouiller de leurs attributs et désirs “égoïstes”. Les relations sont médiées par la collectivité, les rapports directs étant considérés comme potentiellement dangereux. Cette intégration de la pensée, de l'idéologie de l'Etat – dont une des manifestations est la participation citoyenne – va ainsi bien au delà du simple nombre de fonctionnaires! Il paraît donc bien hasardeux d'évoquer la “disparition” de l'Etat, comme cela arrive fréquemment aujourd'hui. En outre, si certaines formes (Etat-Nation ou Etat-Providence par exemple) tendent effectivement à s'effacer derrière d'autres, comme des instances supranationales – bien que ce processus ne se déroule pas de manière univoque et linéaire – nous n'y voyons pas une perte d'Etat mais des transferts de pouvoir, le renforcement de certaines de ses fonctions, de certains de ses aspects selon les conditions et les nécessités. Au même titre nous refusons de nous perdre en conjectures sur la disparition de l'Etat social au profit de l'Etat pénal, non par dénégation des évolutions, mais parce que reprendre à notre compte cette fausse opposition revient selon nous à séparer ce qui va de pair et à ignorer le pouvoir et le rôle de coercition intrinsèques à l'Etat.

Enfin, le prétendu effacement de l'Etat est souvent avancé pour parler d'un développement autonome du Capitalisme. Or, si ce dernier s'étend effectivement désormais à l'ensemble de la planète et des rapports qu'il tend à uniformiser, il n'est cependant toujours pas détaché de l'Etat (y compris dans ses structures traditionnelles) sur lequel il continue de s'appuyer.

Il est un autre point que nous souhaiterions approfondir à propos de certains textes d'Amorós, et surtout plus largement en regard de nombreuses analyses dites anti-industrielles, c'est celui du rôle et de la place de la technologie.

Amorós, en décrivant à juste titre le système technocratique comme l'imbrication étroite des intérêts convergents économiques, politiques et technologiques, place ce dernier aspect comme un élément

en plus dans une continuité. Et il est indéniable que l'émergence et les avancées technologiques ont amplement participé à la réification du monde comme au bouleversement des rapports sociaux et au double mouvement d'atomisation et de massification.

Nous avons pourtant trouvé qu'il n'échappe pas totalement à une tendance qui fait de la technologie le point central de sa critique, lui conférant un poids démesuré et parfois même une autonomie. Cela revient précisément à la détacher des rapports sociaux qui continuent de la produire en même temps qu'elle les produit. Et cette séparation conduit souvent à donner une vision monolithique des processus en cours.

Or, la technologie n'est pas l'unique moteur de ce monde. Le capitalisme ne se réduit pas à des flux financiers virtuels. Nous ne vivons pas le seul règne des gestionnaires et des experts qui, malgré la prégnance de leur parole, dans la droite ligne de l'idéologie du progrès, restent des relais d'intérêts qui bien souvent les dépassent. Les nouvelles technologies – outre les profits qu'elles représentent – sont aujourd'hui un instrument de domestication supplémentaire dont se dotent les possédants et l'Etat. Ces moyens sophistiqués viennent s'ajouter aux autres formes de contrôle social, policières et militaires, citoyennes et communautaires qui, quoique parfois contradictoires, ont toujours été complémentaires. Il nous semble qu'une opposition qui se cantonne à la diabolisation de la technologie se condamne à rester sur des bases parcellaires qui ne remettent guère en cause l'ordre existant. La dépossession de plus en plus manifeste de tous les aspects de notre vie par le capitalisme technologisé vient s'ajouter aux formes d'exploitation et d'aliénation antérieures (esclavage, rapports salariés préindustriels, religion, esprit grégaire, etc.) qui perdurent. L'oublier risquerait de nous faire tomber dans l'exaltation nostalgique de valeurs anciennes et de communautés perdues et nous nous retrouverions bien désarmés face au présent.

Enfin, souligner l'ampleur du désastre engendré par le rouleau destructeur du capitalisme ne saurait conduire à sombrer dans l'idéologie de la peur promue par les pouvoirs en place, ni dans le fatalisme qui paralyse. En effet ces deux réactions reviennent soit à masquer les causes réelles de la situation, soit à nier les possibilités de révolte pour se placer dans une perspective de survie, et à renvoyer de fait la transformation révolutionnaire de ce monde à un hypothétique « après-catastrophe ». Une fois encore, c'est la passivité face à l'ordre existant qui en sort renforcée. C'est pourquoi ce fut pour nous une réelle déconvenue de lire en conclusion du bilan que tire Amorós de l'Encyclopédie des Nuisances (dont il fit partie)¹ des objectifs de retrait tels que la sécession du monde de la marchandise, comme si c'était possible, ou le maintien de la théorie en attendant des temps meilleurs. Nous pensons au contraire que, face à ces effroyables avancées, si l'inquiétude est justifiée, c'est la colère qui est de mise et que son expression en actes reste possible et nécessaire.

Il y a un dernier point sur lequel nous aimerions nous attarder : la notion de démocratie. Si Amorós en critique les avatars institutionnels – démocratie bourgeoise, parlementarisme, syndicalisme –, il la réhabilite sous la forme de démocratie directe sans remettre en cause les principes sur lesquels elle se fonde : la représentation des individus et la souveraineté collective. Or, comme pour l'État, il nous semble essentiel d'attaquer la fiction démocratique pour ce qu'elle prétend être : l'incarnation d'un intérêt général supérieur auquel les individus sont supposés s'identifier et sommés de se soumettre. Au nom de la « volonté de tous » elle prétend régler les conflits à coups de majorités, de droits et de devoirs ; au nom de la liberté pour tous, c'est la liberté de chacun qui se voit amputée ; au nom de la souveraineté collective, c'est le principe d'autorité sur chacun des membres qui est érigé. Mettre en

évidence ce paradoxe nous conduit à porter la critique également sur les formes de démocratie directe, comme l'assemblée, particulièrement exaltées en des temps où l'horizontalité de la forme prend le pas sur le contenu. Il ne s'agit pas pour nous de dénier tout intérêt aux assemblées qui peuvent évidemment être des espaces de discussion et de coordination, mais de poser leurs limites dès lors qu'elles deviennent une instance décisionnelle et à valeur d'autorité et d'imaginer d'autres possibles de libre association qui dépassent la fausse dichotomie entre intérêt individuel et collectif. Or nous nous sommes heurtés dans différents textes d'Amorós à une idéalisation de l'assemblée présentée comme la forme d'auto-organisation par excellence, alors même qu'elle peut aussi se transformer en frein à toute initiative individuelle. Ainsi, dans le texte sur l'autonomie ouvrière des années 70², l'auteur présente ce qui échappait au « contrôle des assemblées » comme généralement nuisible à l'autonomie de la lutte. L'expérience a pourtant prouvé depuis belle lurette que les pires ennemis de l'autonomie peuvent à leur tour arguer de la « souveraineté » de l'assemblée pour isoler les actes des « minorités » les plus décidées et les soumettre à l'apathie des secteurs les plus modérés. Et s'il réhabilite aujourd'hui partiellement l'action individuelle ou en petits groupes, pratiques qu'il traite en d'autres temps d'aventuristes, c'est pour dégager des perspectives de luttes dans un contexte qu'il décrit comme catastrophique, en partant de l'impossibilité d'une action collective ou de classe.

Forcés de constater la décomposition des communautés de classe, nous voyons néanmoins que l'exploitation perdue voire s'intensifie, que malgré l'obtention – par la coercition et l'intégration – d'un certain consensus social les contradictions demeurent et se manifestent dans la guerre sociale en cours. Les prolétaires révoltés existent encore bel et bien. Toutefois, pour notre part, nous ne raisonnons pas en

¹ Postface à l'édition espagnole de l'« Histoire des dix ans » p. 65

² Que fut l'autonomie ouvrière ? p. 72

terme de « sujets historiques » et nous n'admettons la soumission des individus ni aux masses aliénées d'aujourd'hui ni à la classe consciente d'hier. En effet, si les antagonismes sont de classe, la révolte est elle individuelle et c'est à travers les complicités qui se tissent qu'elle devient collective.

Si le fonctionnement de l'Etat et du Capitalisme s'est complexifié au point que bien souvent il nous dépasse littéralement, il ne s'agit pas pour autant de monstres désincarnés, lointains et inaccessibles. L'imbrication même des différentes formes d'exploitation et de domination, plus que nous pousser à l'impuissance ou à la résignation, pose avant tout la nécessité de relier dans la critique les différents aspects du système, pour mieux l'attaquer dans son ensemble et dans ses fondements, dans la perspective qui nous intéresse : celle de la liberté et de la révolution sociale.

Mai 2008

POSTFACE À L'ÉDITION ESPAGNOLE DE L'« HISTOIRE DE DIX ANS »

L'« HISTOIRE DE DIX ANS », publiée par le groupe de l'Encyclopédie des Nuisances (EdN) en février 1985, voulut être le bilan de la « première époque de la révolution prolétarienne moderne » commencée en 1968. Pour l'EdN, le prolétariat était parvenu à mettre en crise le système de domination dans plusieurs pays, mais s'était arrêté face à l'ampleur de la tâche historique qu'impliquaient les conséquences de son action. De sorte que ce système s'était modernisé et était passé à la charge, décomposant les milieux ouvriers et rendant la contre-attaque impossible. L'EdN tâchait d'analyser à fond cette défaite qui ne laissait derrière elle ni ligne de démarcation avec l'ennemi capitaliste, ni « conclusions générales irréversibles ». À mesure que la domination spectaculaire occupait le terrain social, les « conditions subjectives de la révolution » se dégradaient et l'aliénation faisait des ravages. Avec le territoire du combat se perdait la mémoire, et avec la mémoire, l'idée même d'un projet d'organisation sociale autonome. Cette critique sans concessions permit une lucidité grâce à laquelle il fut non seulement possible de diagnostiquer le « mal » de l'époque, mais aussi d'y chercher un antidote. L'EdN se distançait des groupuscules gauchistes et propositus qui, s'identifiant à un prolétariat abstrait et comptant sur l'apparition imminente de « conditions objectives » révolutionnaires, croyaient s'épargner le travail de le connaître et de l'appuyer et se maintenaient dans une période d'attente. Mais elle se distançait aussi, du moins sur ce point, de l'Internationale Situationniste (I.S.), qui avait justifié sa dissolution de manière triomphaliste : l'I.S. n'était plus nécessaire parce que les situationnistes étaient partout. L'EdN partait de l'autre extrême : comme le démontrait le reflux post Mai 68, le prolé-

tariat situationniste capable de rendre la réflexion théorique superflue n'existait pas. Puisque la fusion de la conscience historique et de la révolte contre la société du spectacle ne pouvait plus être attendue comme résultat inévitable des conditions dominantes, il fallait travailler en faveur d'« un point de vue critique unifié » qui ouvre des perspectives de dépassement. Pour cela, l'EdN agirait de la façon suivante : au lieu de faire connaître une nouvelle théorie générale critique de la société, elle procéderait à l'actualisation de cette critique en la reliant à des faits concrets de mécontentement, à des protestations contre les nuisances. Ainsi, elle pensait prolonger la condamnation de ce monde prononcée par la théorie révolutionnaire de la période précédente, c'est-à-dire, par la théorie situationniste.

Par nuisance, l'EdN entendait non seulement les divers excès du système productif, le caractère nocif de ses produits ou les facteurs « techniques » qui menaçaient la vie des personnes, mais aussi la séparation réelle entre les individus et les résultats de leur activité, responsable de l'exécrable existence de spécialistes¹. Il faut chercher l'origine du concept et le point de départ encyclopédiste dans les « Thèses sur l'I.S. et son temps », concrètement dans la thèse 17 :

« La pollution et le prolétariat sont aujourd'hui les deux cotés concrets de la critique de l'économie politique. Le développement universel de la marchandise s'est entièrement vérifié en tant qu'accomplissement de l'économie politique, c'est-à-dire en tant que « renoncement à la vie ». Au moment où tout est entré dans la sphère des biens économiques, même l'eau des sources et l'air des villes, tout est devenu *le mal économique*. La simple sensation immédiate des « nuisances » et des dangers, plus oppressants à chaque trimestre, qui agressent tout d'abord et principalement la grande majorité, c'est-à-dire les pauvres, constitue déjà

¹ « Discours préliminaire », *Encyclopédie des Nuisances*, n°1, Paris, novembre 1984.

un immense facteur de révolte, une exigence vitale des exploités, tout aussi matérialiste que l'a été la lutte des ouvriers du XIX^e siècle pour pouvoir manger... »²

Tout au long de sa trajectoire, l'EdN tâchera de se maintenir dans la ligne marquée par la critique situationniste tardive tout en rompant avec l'hypothèse de base du devenir révolutionnaire obligé de la « classe de la conscience ». Si le caractère essentiellement nouveau de son travail critique l'éloignait du point de vue de l'I.S., l'extrémisme cohérent de la théorie situationniste la renvoyait à l'orthodoxie. L'ex-collaborateur et ennemi occulte de l'EdN, Guy Debord, écrivait à son factotum, Martos, contrarié à propos du numéro 12 de la revue : « Dans ce numéro, l'I.S. est davantage citée que dans les onze précédents... ».³ Dans ces circonstances, les vieilles vérités des années soixante étaient toujours valables dans les années quatre-vingt. Ainsi donc, la destruction des milieux ouvriers ne signifiait pas la disparition du prolétariat, « la plus grande des forces productives », puisque si « l'expropriation de la vie existe, la lutte des classes aussi ». Ces conclusions, mises en doute par le développement technologique et l'atomisation sociale qui parachevèrent la défaite prolétaire, et par le caractère irréversible de celle-ci, étaient réaffirmées cinq ans plus tard dans un texte semblable à l'« Histoire de dix ans » intitulé « Ab Ovo »⁴. Le nouveau bilan avançait cependant que le projet révolutionnaire du prolétariat ne pouvait pas se baser sur l'appropriation des moyens de production, sur leur *détournement* par les travailleurs – étant donné qu'ils étaient inutiles à la construction d'une vie libre – mais sur leur transforma-

² *La Véritable scission dans l'Internationale, circulaire publique de l'Internationale situationniste*, Paris 1972.

³ Lettre du 29 février 1988, dans *Correspondance avec Guy Debord*, Le fin mot de l'Histoire, Paris, 1998.

⁴ « Ab Ovo », *Encyclopédie des Nuisances*, n°14, Paris, novembre 1989.

tion intégrale (beaucoup plus tard, quand elle connut le manifeste de Théodore Kaczynski et se rallia à la critique anti-industrielle, l'EdN parlerait de démantèlement de l'appareil productif). Suivant le chemin montré par Hannah Arendt⁵, elle qualifiait la société de société de masses atomisées et taxait la démocratie spectaculaire de système totalitaire moderne, sans terrorisme policier ni parti nazi. Tout ceci se rattachait difficilement au concept habituel de prolétariat, élément typique d'une société de classes, complètement différente de la contemporaine, mais l'existence du prolétariat était garantie par une nouvelle définition : il était le sujet des luttes contre les nuisances, celles que les idéologues de la domination appelaient luttes « en défense de l'environnement » ou luttes écologistes. La lutte des classes, ayant disparu des usines, survivait sous cette nouvelle forme. Les braises de la contestation antinucléaire et la crise générale de la bureaucratie, manifeste dans l'effondrement du système soviétique, la révolte chinoise et les reculs stimulants du parti stalinien polonais, incitaient à l'optimisme. Mais de toute manière, l'EdN ne voulait pas en démordre et comptait sur la possibilité de la formation collective d'un point de vue critique dans les luttes contre les phénomènes nocifs. Quoiqu'elle n'envisageât plus la théorie situationniste comme n'étant « que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux », elle la considérait comme « un minimum » qu'il fallait renforcer et développer. Ces allers retours vers l'I.S. furent typiques de l'EdN dans toutes ses périodes. Elle était capable de poser la question sociale dans ses dimensions historiques réelles, et même de fournir à l'époque quelques idées subversives, mais le prestige de la théorie la plus radicale de son temps eut raison de son acharnement. Pour les membres de l'EdN, la théorie situationniste n'était pas un savoir fini propre à une époque passée, avec d'énormes mérites

⁵ *Le système totalitaire*, Hannah Arendt, New York, 1951.

quoiqu'en cours de récupération par le système dominant, mais, comme dirait Hegel, une théorie valable qui, étant chronologiquement la dernière, résultait de toutes les précédentes et contenait tous leurs principes. Si l'on peut, au fil des numéros, suivre la piste d'éléments d'une critique objective *distincte*, et c'est ainsi que le comprirent et le dénoncèrent ses ennemis, l'unique jugement critique sur l'I.S. fut porté *ad hominem* ; il se référait exclusivement à la pratique de celle-ci et non aux logiques insuffisances de caractère théorique qui pouvaient se manifester face à une situation entièrement nouvelle⁶. Les nuisances furent définies comme la dernière contradiction entre les forces productives et les rapports de production ; et la lutte contre les nuisances devint une copie de la lutte des classes. Avec cette opération de sauvetage par transfert, on édulcorait l'évidence : si le mouvement ouvrier classique avait périclité, les luttes postérieures souffriraient des conséquences de la défaite et seraient nécessairement faibles et limitées. Ce qui dans « Histoire de dix ans » étaient des contradictions mineures, s'étaient converties dans « Ab Ovo » en entraves idéologiques. Mais les encyclopédistes, qui furent toujours plus activistes que théoriciens, se tirèrent de l'erreur par la pratique ; en effet, on put bientôt vérifier *en direct* que les luttes contre les nuisances étaient facilement récupérées par les écologistes et les conseillers municipaux, leurs protagonistes restant volontairement éloignés de toute critique révolutionnaire, preuve de leur manque absolu de conscience de classe dans la crise territoriale et environnementale. Bien sûr que le prolétariat existait, peut-être même plus que jamais, mais pas sous forme de classe. Étant dispersé dans la société de masses, il n'existait pas « pour soi », il ne connaissait pas sa vérité et n'était à même de l'extraire d'aucune lutte. Les individus prolétariés, expropriés, se trouvaient enfermés dans les misères de leur vie privée, et cette réclusion volontaire était si profonde qu'aucun

⁶ « Abrégé », *Encyclopédie des Nuisances*, n°15, Paris, avril 1992.

intérêt général, ni de classe, ne pouvait se cristalliser à partir de la somme des intérêts particuliers. Le grand succès de la domination était la *séparation totale* des individus, la base du capitalisme moderne et du fascisme politique. La nouvelle « classe ouvrière », le prolétariat qui souffre des nuisances et le sait, ne pouvait être que la négation abstraite de la classe dominante rénovée et transformée, mais en aucune manière un sujet historique réel. L'EdN ne s'était pas trompée en postulant que la nocivité était l'essence même de la production de marchandises en y indiquant le caractère principalement nocif de la séparation ; l'erreur consistait à affronter de telles évidences en misant sur une recomposition prolétaire. L'énigme du prolétariat fut résolue tardivement, alors que l'EdN avait cessé d'exister en tant que groupe organisé et ne se manifestait plus que de manière occasionnelle. Dans les années quatre-vingt-dix, la portée de la dépossession et de la misère des individus que l'on devinait à peine dix ans auparavant se montrait au grand jour. La subversion situationniste était impunément récupérée par l'appareil culturel et médiatique de la domination et convertie en « dernière forme du spectacle révolutionnaire »⁷. Moyennant l'analyse des grèves de décembre 1995 en France, elle se heurta à un prolétariat spectateur de lui-même, dont les luttes se déroulaient dans les médias et étaient administrées par leurs employés. Posthumément, l'EdN rompit avec la tradition situationniste et la dépassa, dénonçant une lutte des classes virtuelle, un phénomène médiatique et un spectacle de masses⁸.

De toute évidence, la déraison dominante a suivi son cours et a fini d'édifier son monde. Le terrain social sur lequel pourrait naître une réflexion critique disparaît à pas de géant et avec lui, la possibilité d'un

⁷ Lettre de Debord « à tous les situationnistes », 28-I-1971, volume IV de la *Correspondance*, édité par Fayard, Paris, 2004.

⁸ *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, Encyclopédie des Nuisances, Paris, 1996.

sujet historique émergent qui l'effectue. Bien entravée par les mécanismes de récupération, la révolution n'est plus un scandale. Quand les gestes de la révolte deviennent des valeurs marchandes la révolte est impossible. Le besoin d'une théorie critique radicale qui nous aide à comprendre la réalité et à marquer une stratégie pour la changer, telle que la préconisait l'EdN, se fait sentir, mais étant donné l'état lamentable des individus sous le totalitarisme de la marchandise et les mécanismes de répression et contrôle mis en marche, le principal serait non plus l'interprétation du monde, mais la survie face aux conditions aliénantes extrêmes qui le gouvernent ; quand un bateau coule un traité de navigation est moins intéressant que de savoir construire un radeau. Pour échapper au rouleau uniformisateur et destructeur du capitalisme global, pour l'instant, on aurait plutôt besoin, comme le dit avec un certain humour ironique Jaime Semprun, d'un manuel d'horticulture⁹. La dégradation des êtres humains en est arrivée à un tel point qu'il est difficile de croire que le monde aboutira à autre chose qu'à la barbarie, quand, si nous prenons le temps d'y penser, ils sont déjà en train de nous y installer. Ce qui est urgent, ce sont les tactiques de résistance immédiate, la circulation des idées, la sauvegarde du débat public, les pratiques de solidarité effectives, la volonté subversive, la conservation de la dignité personnelle, la sécession du monde de la marchandise, la préservation de la mémoire, la survie d'un minimum de langage critique autonome... soit, tout ce qui maintient un peu de lumière dans le chaos. Dans le meilleur des cas, la critique révolutionnaire viendra bien, et au pire, peu importera qu'elle vienne ou pas.

⁹ « Le fantôme de la théorie », Jaime Semprun, dans *Nouvelles de nulle part* n°4, Paris, septembre 2003.

QUE FUT L'AUTONOMIE OUVRIÈRE?

LE MOT « AUTONOMIE » a été lié à la cause du prolétariat dès ses premières interventions comme classe. Dans le *Manifeste communiste*, Marx définissait le mouvement ouvrier comme « le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ». Plus tard, mais en se basant sur l'expérience de 1848, dans « De la capacité politique de la classe ouvrière », Proudhon affirmait que pour que la classe ouvrière agisse d'une manière spécifique, il fallait qu'elle remplisse les trois exigences de l'autonomie : qu'elle ait conscience d'elle-même, que par conséquent elle affirme « son idée », c'est-à-dire, qu'elle connaisse « la loi de son être », qu'elle sache « [la] traduire par la parole, [l']expliquer par la raison », et qu'elle tire de cette idée des conclusions pratiques. Aussi bien Marx que Proudhon avaient été témoins de l'influence de la bourgeoisie radicale dans les rangs ouvriers et essayaient de faire en sorte que le prolétariat se sépare d'elle politiquement. L'autonomie ouvrière fut exprimée définitivement dans la formule de la Première Internationale : « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Dans l'étape qui suit l'insurrection de la Commune de Paris et dans la double polémique entre légalistes et clandestins, collectivistes et communistes, qui divisait le mouvement anarchiste, la question de l'autonomie dérivait vers le problème de l'organisation. Dans des conditions de recul révolutionnaire et de répression croissante, la publication anarchiste de Séville *L'Autonomie* défendait en 1883 l'indépendance absolue des Fédérations locales et leur organisation secrète. Les communistes libertaires élevaient au rang de principe la négation de l'organisation de masses. Les collectivistes catalans écrivaient dans la *Revue Sociale* que « les communistes anarchiques n'acceptent que l'organisation de groupes et n'ont pas de sections organisées par métiers, de fédérations locales ou

régionales [...] La constitution de groupes isolés, aussi complètement autonomes que leurs individus, qui souvent, n'étant pas d'accord avec l'opinion de la majorité, quittent un groupe pour en constituer un autre... » (n°12, 1885, Sants). Le concept d'autonomie se déplaçait vers l'organisation révolutionnaire. En 1890, il existait à Londres un groupe anarchiste d'exilés allemands dont l'organe d'expression *L'Autonomie* soulignait effectivement la liberté individuelle et l'indépendance des groupes. Face au réformisme de la politique socialiste et à l'aventurisme de la propagande par le fait qui caractérisa une période concrète de l'anarchisme, la question de l'autonomie ouvrière, c'est-à-dire, du mouvement indépendant des travailleurs, se posa à nouveau. C'est ainsi que surgit le syndicalisme révolutionnaire, théorie qui défendait l'auto-organisation ouvrière à travers les syndicats, libres de toute tutelle idéologique ou politique. Moyennant la tactique de la grève générale, les syndicats révolutionnaires aspiraient à être des organes insurrectionnels et d'émancipation sociale. D'un autre côté, les révolutions russes et allemandes érigèrent un système d'autogouvernement ouvrier, les conseils d'ouvriers et de soldats. Aussi bien les syndicats que les conseils étaient des organismes unitaires de classe, mais les premiers étaient plus appropriés à la défense et les seconds à l'attaque, quoique les uns et les autres exercèrent les deux fonctions. Tous deux connurent leurs limites historiques et tous deux succombèrent à la bureaucratisation et à la récupération. La question de l'autonomie toucha aussi les modes d'expropriation de la bourgeoisie dans la période révolutionnaire. En 1920, le marxiste conseiller Karl Korsch désignait l'« autonomie industrielle » comme une forme supérieure de socialisation qui correspondrait plus ou moins à la « collectivisation » anarcho-syndicaliste et à ce qu'on appela l'« autogestion » dans les années soixante.

La pensée bourgeoise, elle aussi, eut recours au concept. Kant parlait d'autonomie se référant à l'individu conscient. L'« Autonome » était le bourgeois idéalisé, comme l'est aujourd'hui l'homme de Cas-

toriadis. Cet idéologue gélatineux appelle « autonome » (comme les dictionnaires) le citoyen responsable d'une société capable de se doter de ses propres lois. En outre, les mots « autonomie » ou « autonome » peuvent sortir de la bouche d'un citoyeniste ou d'un nationaliste, peuvent être prononcés par un universitaire negriste ou par un squatteur... Ils définissent donc des réalités différentes et correspondent à des concepts distincts. Les Comandos Autónomos Anticapitalistas se dénommèrent ainsi en 1976 pour souligner leur caractère non hiérarchique et leurs distances d'avec ETA, mais dans d'autres milieux, « autonome » est celui qui refuse de s'appeler anarchiste pour éviter le réductionnisme qu'implique cette étiquette, et « autonome » est encore l'enthousiaste Hakim Bey ou l'adhérent à une mode italienne dont il existe des versions différentes et très changeantes, dont la pire de toutes fut inventée par le professeur Negri en 1977 quand il était léniniste créatif... Cependant, l'autonomie ouvrière a une signification non équivoque qui se manifeste durant une période concrète de l'histoire : elle apparaît comme telle dans la péninsule ibérique au début des années soixante en tant que conclusion fondamentale de la lutte des classes de la décade antérieure.

Les années préautonomiques

Ce n'est pas par hasard que les ouvriers, quand ils commençaient à radicaliser leur mouvement, revendiquaient leur « autonomie », c'est-à-dire, l'indépendance par rapport à des représentations extérieures, qu'il s'agisse de la bureaucratie verticale de l'État, des partis d'opposition ou des groupes syndicaux clandestins. En effet, pour eux c'est de ça qu'il était question : d'agir ensemble, de s'occuper directement de leurs affaires selon leurs propres normes, de prendre leurs propres décisions et de définir leur stratégie et leur tactique de lutte : en somme, de se constituer comme classe révolutionnaire. Le mouvement ouvrier moderne, c'est-à-dire, celui qui est apparu après la Guerre Civile, com-

mença dans les années soixante, une fois épuisé celui que représentaient les centrales CNT et UGT. Il fut formé majoritairement par des ouvriers d'extraction paysanne, émigrés en ville et logés dans des quartiers périphériques d'« habitations à bon marché », HLM et bidonvilles. À partir de 1958, début du premier Plan de développement franquiste, l'industrie et les services connurent une forte expansion qui se traduisit par une offre d'emploi généralisée. Les zones rurales se dépeuplèrent et l'agriculture traditionnelle disparut ; dans les centres urbains, des quartiers ouvriers modernes apparurent. Les conditions d'exploitation de la population ouvrière d'alors – bas salaires, horaires prolongés, mauvais logements, lieux de travail éloignés, infrastructures déficientes, analphabétisme, habitudes de servitude – faisaient d'elle une classe abandonnée et marginale qui put néanmoins faire son chemin et défendre bec et ongles sa dignité. La protestation se faufila dans les églises et dans les brèches du Syndicat vertical qui se révélèrent bientôt étroites et sans issues. À Madrid, à Vizcaya, en Asturies, à Barcelone et ailleurs, les ouvriers accompagnés de leurs représentants élus conformément à la loi sur les jurés, commencèrent à se réunir en assemblées pour traiter des questions du travail, établissant un réseau informel de contacts qui fut à l'origine des premières « Commissions Ouvrières ». Ces commissions se mouvaient dans le cadre de la légalité, quoique, étant donné ses limites, elles le débordaient fréquemment ou l'enfreignaient si nécessaire. La structure informelle des Commissions Ouvrières, leur autolimitation revendicative et leur couverture catholico-verticale, durant une époque intensément répressive, furent efficaces dans un premier temps ; à l'ombre de la loi des conventions collectives, les Commissions menèrent à bien d'importantes grèves, qui générèrent une nouvelle conscience de classe. À mesure que cette conscience gagnait en solidité, la lutte ouvrière était envisagée non plus seulement contre le patron, mais contre le Capital et l'État incarné par la dictature de Franco. L'objectif final de la lutte n'était autre que le « socialisme », à

savoir, l'appropriation des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes. Après Mai 68, on commença à parler d'« autogestion ». Les Commissions Ouvrières devaient assumer cet objectif et radicaliser leurs méthodes en s'ouvrant à tous les travailleurs. Le régime franquiste se rendit bientôt compte du danger et les réprima ; les partis comptant des militants ouvriers – le PCE et le FLP¹ – démontrèrent bientôt leur utilité d'instrument politique et les récupérèrent.

L'unique possibilité de syndicalisme était celle offerte par le régime, c'est pourquoi le PCE et ses alliés catholiques profitèrent de l'occasion en construisant un syndicat à l'intérieur d'un autre, officiel. La montée de l'influence du PCE à partir de 1968 établit le réformisme et conjura la radicalisation des Commissions. Les conséquences auraient pu être graves si l'incrustation du PCE n'avait été relative : d'un côté la représentation ouvrière se séparait des assemblées et échappait au contrôle de la base. Le rôle principal revint exclusivement aux soi-disant leaders. D'un autre côté, le mouvement ouvrier s'en tenait à une pratique légaliste, évitant autant que possible le recours à la grève, employée uniquement comme démonstration de force des dirigeants. La lutte ouvrière perdait le caractère anticapitaliste qu'elle avait récemment acquis. Finalement, comme l'orientation du mouvement était sous la tutelle des communistes, la lutte se dépolitisait. Les objectifs politiques cessaient d'être ceux du « socialisme » pour devenir ceux de la démocratie bourgeoise. Le coup était clair ; les « Commissions Ouvrières » s'érigeaient en interlocuteurs uniques du patronat dans les négociations, au mépris des travailleurs. Ce prétendu dialogue syndical n'était que le reflet du dialogue politico-institutionnel recherché par le PCE. Le réformisme stalinien ne triompha pas mais provoqua la division du mouvement ouvrier, entraînant la fraction la plus modérée et portée à l'embourgeoisement ; cependant, la conscience de classe

s'était développée suffisamment pour que les secteurs ouvriers les plus avancés défendent tout d'abord à l'intérieur, et ensuite à l'extérieur des Commissions, des tactiques plus appropriées, donnant lieu à des organisations de base plus combatives appelées selon les endroits « commissions autonomes d'usine », « plateformes de commissions », « comités ouvriers » ou « groupes ouvriers autonomes ». Pour la première fois le mot « autonome » apparaissait dans la région de Barcelone pour souligner l'indépendance d'un groupe partisan de la démocratie directe des travailleurs face aux partis et à toute organisation avant-gardiste. En outre, les lacunes d'une loi ayant permis la création d'associations de riverains, la lutte se déplaça aux quartiers et entra dans la sphère de la vie quotidienne. De la même manière, dans les quartiers des faubourgs et les villages, l'alternative se posa entre rester dans le cadre institutionnel des associations ou organiser des comités de quartiers et aller à l'assemblée de quartier comme organe représentatif.

Le moment de l'autonomie

La résistance du régime franquiste à toute velléité réformiste fit que les grèves à partir de celle du secteur de la construction à Grenade, en 1969, furent toujours sauvages et dures, dans l'impossibilité de se dérouler dans la légalité où voulaient les maintenir les staliniens. Les ouvriers anticapitalistes comprenaient, qu'au lieu de s'entasser aux portes de la CNS² en attendant les résultats des démarches des représentants légaux, il fallait tenir des assemblées dans les usines mêmes, sur le chantier ou dans le quartier, et élire là leurs délégués, qui ne devaient pas être permanents, mais révocables à tout moment. Ne serait-ce que pour résister à la répression, un délégué devait durer entre deux assemblées, et un comité de grève, le temps d'une grève. L'assemblée était souveraine parce

¹ Parti Communiste Espagnol et Front de Libération Populaire. (NdT)

² Centrale Nationale de Syndicats (Central Nacional de Sindicatos), le syndicat vertical franquiste. (NdT)

qu'elle représentait tous les travailleurs. La vieille tactique d'obliger le patron à négocier avec des délégués d'assemblées « illégaux », en éten-
dant la lutte à toute la branche productive ou en transformant la grève
en une grève générale grâce aux « piquets », c'est-à-dire, l'« action di-
recte », faisait de plus en plus d'adeptes. Avec la solidarité, la conscience
de classe progressait, tandis que les manifestations confirmaient ce pro-
grès de plus en plus scandaleux. Les ouvriers n'avaient plus peur de la
répression et l'affrontaient dans la rue. Chaque manifestation était non
seulement une protestation contre le patronat, mais, prenant la forme
d'une altération de l'ordre public, c'était une remise en cause politique
de l'État, de son pouvoir et de son autorité. Maintenant, le prolétariat
s'il voulait avancer, devait se séparer de tous ceux qui parlaient en son
nom – qui avec l'apparition des groupes et partis à la gauche du PCE
étaient légion – et cherchaient à le contrôler. Il devait « s'auto-organiser », à savoir, « conquérir son autonomie », comme on disait en Mai
68 et rejeter les prétentions dirigeantes que s'attribuaient le PCE et
le reste des organisations léninistes. On commença alors à parler de
l'« autonomie prolétaire », de « luttes autonomes », en entendant par là
les luttes réalisées en marge des partis et syndicats, et celles de « groupes
autonomes », des groupes de travailleurs révolutionnaires menant une
activité pratique autonome au sein de la classe ouvrière dont l'objectif
évident était de contribuer à sa « prise de conscience ». Mises à part les
distances historiques et idéologiques, les groupes autonomes ne pou-
vaient que ressembler aux groupes d'« affinité » de l'ancienne FAI, celle
d'avant 1937. Sauf que les « syndicats uniques » dans lesquels ceux-ci
agissaient alors n'étaient ni possibles, ni désirables.

Au début des années soixante-dix, le processus d'industrialisation
entrepris par les technocrates franquistes s'acheva avec pour résultat
non désiré la cristallisation d'une nouvelle classe ouvrière de plus en
plus convaincue de ses possibilités historiques et disposée à se battre.
Sa peur du prolétariat poussait le régime franquiste à l'autoritarisme

perpétuel contre lequel conspiraient même les nouvelles valeurs bour-
geoises et religieuses. La mort du dictateur relâcha la répression juste
assez pour que se déclenche un processus imparable de grèves dans
tout le pays. Le réformisme syndical stalinien fut complètement débordé.
Les assemblées tenues continuellement dans le but de résoudre les
problèmes réels des travailleurs dans l'entreprise, le quartier et même
chez eux en accord avec leurs intérêts de classe les plus élémentaires,
n'avaient devant elles aucun appareil bureaucratique qui les freine. Les
délégués de Commissions et les responsables communistes n'étaient
tolérés que dans la mesure où ils ne gênaient pas, se voyant obligés à
fomentier les assemblées s'ils voulaient exercer le moindre contrôle. Les
masses travailleuses commençaient à être conscientes de leur rôle de
sujet principal dans le déroulement des événements et rejetaient une
réglementation politico-syndicale des problèmes qui concernaient leur
vie réelle. En 1976, les idées d'auto-organisation, d'autogestion généra-
lisée et de révolution sociale pouvaient facilement revêtir une expres-
sion de masses immédiate. Aussi, les voies qui conduisaient à celles-ci
restaient ouvertes. La dynamique sociale des assemblées poussait les
ouvriers à prendre en main toutes les affaires qui les concernaient, en
commençant par celle de l'autonomie. De nombreux conseils d'usines
se constituèrent, connectés aux quartiers. Ce mode d'action autonome
qui poussait les masses à sortir du milieu du travail et à fouler des terres
qui paraissaient jusqu'alors étrangères dût causer une véritable pani-
que dans la classe dominante, étant donné qu'elle mitrailla les ouvriers
à Vitoria, liquida le processus de réforme continuiste du franquisme,
supprima le syndicat vertical avec les Commissions à l'intérieur et lé-
galisa les partis et syndicats. Le Pacte de La Moncloa de tous les partis et
syndicats fut un pacte contre les assemblées. Nous ne nous attarderons
pas à narrer les péripéties du mouvement assembléaire, ni à compter le
nombre d'ouvriers tombés ; il suffit d'affirmer que le mouvement fut
vaincu en 1978 après trois années d'âpres combats. Le statut des tra-

vailleurs promulgué par le nouveau régime « démocratique » en 1980 condamna légalement les assemblées. Les élections syndicales fournirent un contingent de professionnels de la représentation qui avec l'aide d'assembléistes accommodants se saisirent de la direction des luttes. Cela ne veut pas dire que les assemblées disparurent, ce qui disparut réellement ce fut leur indépendance et leur capacité défensive, et cet égarément fut suivi d'une dégradation irréversible de la conscience de classe que même la résistance à la restructuration économique des années quatre-vingt ne put arrêter.

Autonomie et conseils ouvriers

La théorie qui pouvait servir le mieux l'autonomie ouvrière n'était pas l'anarcho-syndicalisme mais la théorie conseilliste. En effet, la formation de « syndicats uniques » correspondait à une phase complètement dépassée du capitalisme espagnol dans laquelle prédominait la petite entreprise et où une majorité paysanne subsistait en marge. Le capitalisme espagnol était alors en expansion et le syndicat était un organisme prolétaire éminemment défensif. Ceux qui connaissent l'histoire préalable à la guerre civile savent les problèmes que causa la mentalité syndicale lorsque les ouvriers eurent à se défendre contre le terrorisme patronal en 1920-24, ou quand ils durent résister aux organismes étatiques corporatifs que la dictature de Primo de Rivera voulut implanter ; et aussi durant la période 1931-33, quand les ouvriers essayèrent de passer à l'offensive par des insurrections. Organiser des syndicats, même « uniques », en 1976 avec un capitalisme développé et en crise, signifiait intégrer les travailleurs dans un marché du travail à la baisse. Prolonger la tache des Commissions Ouvrières dans le franquisme. Le syndicalisme, même s'il s'appelait révolutionnaire, n'avait pas d'autre option que d'agir comme tendance minoritaire dans le capitalisme sur la défensive. L'« action directe », la « démocratie directe » n'étaient plus possibles

à l'ombre des syndicats. Les conditions modernes de lutte exigeaient une autre forme d'organisation en accord avec les temps nouveaux parce que, face à une offensive capitaliste paralysée, le prolétariat devait passer à l'attaque. Les assemblées, les piquets et les comités de grève étaient les organes unitaires adéquats. Ce qui leur manquait pour arriver aux Conseils Ouvriers, c'était une coordination plus grande et plus stable et la conscience de ce qu'ils étaient en train de faire. Ce fut atteint à certains moments, comme à Vitoria, à Elche, à Gavá... mais ce ne fut pas suffisant. Dans quelle mesure la théorie conseilliste, en tant qu'expression théorique la plus réelle du mouvement ouvrier, servit-elle en lui indiquant le chemin à ce que « la classe appelée à l'action » prenne conscience de la nature de son projet ? Très petitement. La théorie des Conseils eut beaucoup plus de pratiquants inconscients que de partisans. Les assemblées et les comités représentatifs étaient des organes spontanés de lutte encore sans pleine conscience d'être en même temps des organes effectifs de pouvoir ouvrier. Avec l'extension des grèves, les fonctions des assemblées s'étendaient et touchaient des questions en dehors du travail. Le pouvoir des assemblées affectait toutes les institutions du Capital et de l'État, y compris les partis et syndicats, qui travaillaient conjointement à le désactiver. Il semble que les seuls à ne pas s'en rendre compte furent les ouvriers eux-mêmes. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux assemblées » signifiait soit aucun pouvoir aux partis, aux syndicats et à l'État, ou il ne signifiait rien. Ne se posant pas sérieusement les questions que son propre pouvoir soulevait, l'offensive ouvrière n'arrivait pas à se réaliser. Les travailleurs pouvaient à moindre effort renoncer à leur antisindicalisme primaire et se servir des intermédiaires habituels entre Capital et Travail, les syndicats. En l'absence de perspectives révolutionnaires, les assemblées finissaient par être inutiles et ennuyeuses, et les Conseils Ouvriers non viables. Le système de Conseils ne fonctionne que comme forme de lutte

d'une classe ouvrière révolutionnaire, et en 1978 la classe tournait le dos à une deuxième révolution.

Les mauvaises autonomies

Une énorme erreur stratégique qui contribua assurément à la défaite fut la décision de la plupart des activistes autonomes des usines et des quartiers de participer à la reconstruction de la CNT avec la naïve conviction de créer une structure permettant d'agglutiner tous les anti-autoritaires. Une grande quantité de travail collectif de coordination s'évapora. L'expérience se révéla très rapidement être un échec mais le prix payé en termes de démobilisation fut élevé. La CNT tenta de syndicaliser l'assembléisme ouvrier de différentes manières selon les fractions dont il s'agissait, contribuant ainsi à son asphyxie. L'ouvriérisme obtus apporta lui aussi son grain de sel à cette défaite. Il se manifesta dans la tendance « pour l'autonomie de classe », en faveur de la collaboration avec les syndicats et pour acculer les assemblées sur le terrain syndical des revendications partielles séparées. Le dernier cri de cette ligne militante fut l'autogestion de la misère (transformation d'usines en faillite en coopératives, candidatures électorales « autonomes », représentation « mixte » assemblée-syndicat, langage conciliateur, tolérance envers la religion, etc.). Il est propre aux temps où les révolutionnaires ont raison que les plus grands ennemis du prolétariat se présentent comme partisans des assemblées pour mieux les saboter. Ce fut le cas de douzaines de groupuscules et « mouvements » pseudo autonomes et pseudo conseillistes qui aspiraient à jouer le rôle de médiateurs entre les ouvriers des assemblées et les syndicats. Cependant, l'autonomie « à l'italienne » eut peu d'influence car son importation comme idéologie léninistoïde arriva à la fin de la période assembléaire et l'intoxication eut lieu *post festum*. En réalité, ce qu'on importa ne furent pas les pratiques du mouvement de 1977 dans plusieurs villes italiennes baptisé Autonomia Operaia, mais la partie la plus retardataire

et spectaculaire de cette « autonomie », celle qui correspondait à la décomposition du bolchevisme milanais – Potere Operaio – et particulièrement les masturbations littéraires de ceux qui furent désignés par la presse comme les leaders, à savoir, Negri, Piperno, Scalzone... En résumé, très peu de groupes furent conséquents dans la défense active de l'autonomie ouvrière mis à part les Travailleurs pour l'Autonomie Prolétaire (conseillistes libertaires), quelques collectifs d'usine (par exemple, ceux de FASA-Renault, ceux de Roca radiateurs, les arrimeurs du port de Barcelone...) et les Groupes Autonomes. Attardons-nous sur ces derniers.

L'autonomie armée

L'organisation « 1000 » ou « MIL » (Mouvement Ibérique de Libération) pionnière à bien des égards, se dénomma elle-même « Groupes Autonomes de Combats » (GAC) en 1972. La lutte armée débuta dans l'intention de soutenir la classe ouvrière pour la radicaliser, et non pas pour s'y substituer. C'est aussi en ce sens que se considérèrent « autonomes » les groupes qui se coordonnèrent en 1974 pour soutenir et libérer les prisonniers du MIL – que la police dénomma OLLA – ainsi que les groupes qui continuèrent en 1976, et après un débat dans la prison de Ségovie adoptèrent le nom de « Groupes Autonomes » ou GGAA (en 1979). Sans vouloir donner de leçon après coup, nous ferons cependant remarquer que le fait de se considérer comme une partie de l'embryon de la future « armée de la révolution » ou comme la « fraction armée du prolétariat révolutionnaire » était quelque chose non seulement de critiquable, mais aussi de faux en soi. Tous les groupes, qu'ils pratiquent ou non la lutte armée, étaient des groupes séparés qui ne représentaient personne d'autre qu'eux-mêmes, c'est ce que signifie réellement être « autonomes ». Une autonomie qui, soit dit en passant, devait être mise en doute puisqu'il existait au sein du MIL une spécialisation des tâches qui divisait ses membres en théoriciens et activistes. Le prolétariat se

représente lui-même comme classe à travers ses propres organes. Et il ne s'arme jamais que quand cela lui est nécessaire, quand il se dispose à détruire l'État. Par contre, ce n'est alors pas une fraction qui s'arme mais toute la classe, formant ses milices, « le prolétariat en armes ». L'existence de groupes armés, y compris au service des grèves sauvages, n'apportait rien à l'autonomie de la lutte dans la mesure où il s'agissait de gens en marge de la décision collective et hors du contrôle des assemblées. Ils constituaient un pouvoir séparé et, plutôt qu'une aide, un danger s'ils étaient infiltrés par quelque indicateur ou provocateur. Dans la phase où en était la lutte, les piquets étaient suffisants. L'identification entre lutte armée et radicalisation était abusive. La pratique la plus radicale de la lutte des classes n'était pas les expropriations ou les pétards dans les entreprises ou les bureaux d'organismes officiels. Ce qui était réellement radical, c'était ce qui aidait le prolétariat à passer à l'offensive : la généralisation de l'insubordination contre toute hiérarchie, le sabotage de la production et de la consommation capitaliste, les grèves sauvages, les délégués révocables, la coordination des luttes, leur autodéfense, la création de moyens d'information spécifiquement ouvriers, le rejet du nationalisme et du syndicalisme, les occupations d'usines et de bâtiments publics, les barricades... La contribution des groupes mentionnés à l'autonomie du prolétariat était limitée par leur position volontariste dans la question des armes.

Dans le cas particulier des Groupes Autonomes, il est certain qu'ils désiraient se placer à l'intérieur des masses et qu'ils recherchaient leur radicalisation maximale, mais les conditions de clandestinité qu'imposait la lutte armée les éloignaient de celles-ci. Ils étaient pleinement lucides quant à ce qui pouvait servir à l'extension de la lutte des classes, c'est-à-dire, quant à l'autonomie prolétaire. Ils connaissaient l'héritage de Mai 68 et condamnaient toute idéologie comme élément de séparation, y compris l'idéologie de l'autonomie, puisque dans les périodes ascendantes les ennemis de l'autonomie sont les premiers à se déclarer

pour l'autonomie. D'après un de leurs communiqués, l'autonomie du groupe était simplement « une pratique commune fondée sur un accord minimum pour passer à l'action, mais aussi une théorie autonome correspondant à notre manière de vivre, de lutter, et à nos besoins concrets ». Ils en arrivèrent au point de s'enlever le « L » de libertaires³ pour éviter d'être étiquetés et de tomber dans l'opposition spectaculaire anarchisme-marxisme. Ainsi que pour ne pas être récupérés en tant qu'anarchistes par la CNT, une organisation qu'ils considéraient, parce quelle était syndicale, comme bureaucratique, intégratrice et favorable à l'existence du travail salarié et par conséquent, du capital. Ils n'avaient pas vocation à la permanence comme les partis parce qu'ils rejetaient le pouvoir ; tout groupe réellement autonome s'organisait pour des tâches concrètes et se dissolvait quand ces tâches s'achevaient. La répression mit brutalement fin à leur existence mais leur pratique s'avère exemplaire, tant par ses succès que par ses erreurs, et par conséquent, pédagogique.

La technique autonome

Il y a un abîme entre les milieux prolétariens des années soixante et soixante-dix et le monde technicisé et globalisé. Nous vivons une réalité historique radicalement différente créée sur les ruines de l'antérieure. Le mouvement ouvrier s'est volatilisé, et pour cela parler d'« autonomie », ibérique ou non, n'a pas de sens si nous essayons par là de nous rallier à une figure inexistante du prolétariat et d'édifier sur celle-ci un programme d'action fantasmagorique, basé sur une idéologie faite

³ En 1978, suite à une série d'arrestations à Madrid, Barcelone et Valence de personnes accusées de braquages, d'attentats et de détention d'armes et d'explosifs, la police créa pour l'occasion le nom de Groupes Autonomes Libertaires (GAL). Ces prisonniers reprirent ensuite ce nom à leur compte avant de le transformer en 79 en Groupes Autonomes (GA). (NdT)

de bribes d'autres. Dans le pire des cas, cela signifierait la résurrection du cadavre léniniste et de l'idée d'« avant-garde », ce qu'il y a de plus contraire à l'autonomie. Il ne s'agit pas non plus de se distraire dans le cyber-espace, ni dans le « mouvement des mouvements », en exigeant la démocratisation de l'ordre établi moyennant la participation à ses institutions des prétendus représentants de la société civile. Il n'y a pas de société civile ; cette « société » se trouve divisée en ses composants de base, les individus, et ceux-ci ne sont plus seulement séparés des résultats et des produits de leur activité, mais les uns des autres. Toute la liberté que la société capitaliste puisse offrir repose non pas sur l'association entre individus autonomes mais sur leur séparation et dépossession la plus complète, de façon à ce qu'un individu ne découvre pas chez un autre un soutien à sa liberté mais un concurrent et un obstacle. Cette séparation finit par être consommée par la technique digitale en tant que communication virtuelle. Les individus dépendent alors absolument des moyens techniques pour se mettre en rapport. Cependant, ce qu'ils obtiennent n'est pas un contact réel mais une relation étherée. À la limite, les individus accros aux appareils sont incapables d'avoir des rapports directs avec leurs semblables. Les technologies de l'information et de la communication ont mené à bien le vieux projet bourgeois de la séparation totale des individus entre eux. Elles ont alors créé l'illusion d'une autonomie individuelle grâce au fonctionnement en réseau qu'elles ont permis. D'un côté, elles créent un individu totalement dépendant des machines, et par conséquent, parfaitement contrôlable ; d'un autre elles imposent les conditions dans lesquelles se déroule toute activité sociale, dont elles marquent les rythmes, et exigent une adaptation permanente aux changements. Ce n'est donc pas l'individu mais la technique qui a conquis l'autonomie. Malgré tout, si l'autonomie individuelle est impossible dans les conditions actuelles, la lutte pour l'autonomie ne l'est pas, même si elle ne devra pas se réduire à un décrochage du mode de survie capitaliste techniquement

équipé. Refuser de travailler, de consommer, d'utiliser des appareils, de rouler dans un véhicule privé, de vivre dans des villes, etc., constitue en soi un vaste programme, mais la survie sous le capitalisme impose ses règles. L'autonomie personnelle n'est pas la simple autosuffisance dont le prix est l'isolement et la marginalisation auxquels on échappe grâce à la téléphonie mobile et au courrier électronique. La lutte contre ces règles et contraintes est aujourd'hui le B.A.-BA de l'autonomie individuelle et elle a devant elle beaucoup de voies, toutes légitimes. Le sabotage sera complémentaire de l'apprentissage d'un métier éteint ou de la pratique du troc. Ce qui définit l'autonomie de quelqu'un par rapport au Pouvoir dominant, c'est sa capacité de défense face à celui-ci. Quant à l'action collective, les mouvements conscients de masses sont aujourd'hui impossibles, parce qu'il n'y a pas de conscience de classe. Les masses sont exactement le contraire des classes. En l'absence de classe ouvrière, il est absurde de parler d'« autonomie ouvrière », mais pas de parler de groupes autonomes. Les conditions actuelles ne sont pas si désastreuses qu'elles ne permettent plus l'organisation de groupes en vue d'actions défensives concrètes. L'avancée du capitalisme spectaculaire s'effectue toujours comme une agression, à laquelle il faut répondre là où c'est possible : contre le TGV, les parcs éoliens, les incinérateurs, les terrains de golf, les plans hydrologiques, les ports de plaisance, les autoroutes, les lignes à haute tension, les résidences secondaires, les pistes de ski, les centres commerciaux, la spéculation immobilière, le précarité, les produits transgéniques... Il s'agit d'établir des lignes de résistance à partir desquelles reconstruire un milieu réfractaire au capital dans lequel se cristallise à nouveau la conscience révolutionnaire. Si le monde n'est pas prêt pour de grandes stratégies, il l'est par contre pour des actions de guérilla, et la formule organisationnelle la plus opportune c'est les groupes autonomes. Voilà l'autonomie qui nous intéresse.

QUELQUES AUTRES PUBLICATIONS

***Vous pouvez commander ces publications à travers
Typemachine:***

postbus 30, 9000 Gent 1, Belgique
ou typemachine@no-log.org

EN FRANÇAIS

- **A couteaux tirés avec l'Existant, ces défenseurs et ses faux critiques et autres textes** – Livre, 2007 (en collaboration avec Mutines Séditions)
- **COPEL, tunnels et autres apports de groupes autonomes** – Brochure, 2007

EN NÉERLANDAIS

- **Gewapende Vreugde**, *Alfredo M. Bonanno* – Brochure, 2004
- **Revolutionaire Anti-Racistische Actie: communiqués** – Brochure, 2004
- **De Angry Brigade: communiqués en chronologie.** – Brochure, 2005
- **De één mei-groep: communiqués en chronologie** – Brochure, 2005
- **Vernietig het werk, vernietig de economie**, *Alfredo M. Bonanno* – Brochure, 2005
- **Met getrokken dolken tegenover het bestaande, haar verdedigers en haar valse critici** – Brochure, deuxième édition 2006
- **COPEL, tunnels en andere bijdrages van autonome groepen** – Brochure, 2007
- **Wij waren rebellen, wij waren bandieten**, *Belgrado Pedrini* – Livre, 2007
- **Het feest is voorbij. Lille 2004: ontwapening en pacificatie van een stad** – Livre, 2007
- **Revolutionaire Solidariteit**, *Alfredo M. Bonanno, Aldo Perego, Daniela Carmegiani en Pierleone Porcu* – Brochure, 2008
- **De anarchistische spanning**, *Alfredo M. Bonanno* – Brochure, 2008

